21 octobre 2007, Québec

Allocution à l'occasion de l'émission radiophonique hebdomadaire de la Tribune parlementaire

Mesdames, Messieurs, bonjour. Je suis heureux de vous retrouver à nouveau pour ce rendez-vous du dimanche et je veux revenir avec vous sur la commission Johnson et le rapport qui a été présenté cette semaine, un peu plus d'un an après l'effondrement du viaduc de la Concorde à Laval. Ce qui s'est passé le 30 septembre 2006 est une tragédie. C'est un événement tellement exceptionnel que vous êtes sans doute nombreux à vous rappeler où vous étiez quand ça s'est produit. Moi, je n'oublierai jamais cette journée-là.

J'arrivais de la Roumanie, du Sommet de la francophonie. Je débarquais de l'avion, j'étais monté à bord de la voiture et, dans les instants qui ont suivi, on m'a tendu le téléphone pour m'informer qu'un viaduc était tombé à Laval. Dès le lendemain, je me suis rendu sur les lieux. Les images que j'ai vues étaient insensées. Un pont éventré, des voitures broyées, une scène de désolation. Tout ça était surréaliste. Je me rappelle avoir parlé aux travailleurs qui s'apprêtaient à ramasser les décombres. Et dans les jours suivants, j'ai parlé avec les familles des victimes pour exprimer mes condoléances, les condoléances du gouvernement du Québec et aussi donner l'assurance que nous allons assumer nos responsabilités et tout faire pour connaître la cause de l'effondrement.

Au moment de la construction du viaduc de la Concorde à Laval – c'était en 1970 –, j'avais 12 ans et j'étais enfant. Mais, au jour de son effondrement, j'étais premier ministre du Québec. Ma responsabilité était donc double dès cet instant, d'abord de connaître les causes et, deuxièmement, de m'assurer que ça n'arrive plus. C'est pour ça que nous avons mis sur pied la commission Johnson avec deux commissaires, deux ingénieurs très connus, M. Couture et M. Nicolet, à qui nous avons donné le mandat d'aller au fond des choses et d'expliquer comment tout ça a pu se produire. Ce que la commission Johnson a découvert, elle l'a rapporté avec beaucoup de franchise dans son rapport. Il y a eu des erreurs qui ont été commises pendant la construction, autant par des firmes privées qui exécutaient les travaux que par le ministère des Transports : des tâches mal exécutées, du béton de piètre qualité, une absence de surveillance. D'autres erreurs ont été commises après. Dans les différentes inspections, réparations qui ont été effectuées les années suivantes, on aurait dû s'inquiéter de la détérioration du viaduc. Le travail n'a pas été fait correctement. Je tiens à féliciter et à remercier Pierre-Marc Johnson et ses deux co-commissaires, MM. Couture et Nicolet, pour la très grande rigueur du travail qu'ils ont fait en notre nom. Ils ont présenté un rapport qui est franc sur la façon dont on gère les infrastructures au Québec depuis 40 ans.

Comme gouvernement, nous avons hérité du problème et, comme gouvernement, nous avons la responsabilité de trouver une solution. Mesdames et Messieurs, le rapport ne sera pas tabletté. Nous mettrons en œuvre immédiatement plusieurs des recommandations de la commission Johnson. Permettez-moi de nommer en particulier trois recommandations qui feront l'objet d'une action immédiate. Premièrement, il y a 11,6 milliards de dollars qui seront investis au cours des quatre prochaines années, dont 3,5 milliards de dollars à la conservation des structures. La semaine dernière, notre gouvernement a annoncé un plan de remise à niveau de toutes les infrastructures publiques qui prévoit des investissements

de 30 milliards de dollars sur cinq ans pour un plan qui va être mis en œuvre sur une période de 15 ans. Ces sommes nous permettront d'effectuer les investissements recommandés par la commission Johnson, et même davantage. Deuxièmement, on va créer une agence qui va se consacrer uniquement à la surveillance et à l'entretien des infrastructures routières incluant tous les ponts municipaux. Cette agence va embaucher le personnel nécessaire qui s'activera sur tout le territoire québécois. On va rassembler les experts du public et du privé pour réparer au plus vite nos ponts et nos viaducs. Cette agence va rendre des comptes chaque année au ministre des Transports. Son administration va être transparente et ses dirigeants vont être imputables. Ce que ça veut dire, c'est que je retire cette responsabilité de l'inspection au ministère des Transports. Ça va entraîner un changement de culture important, entre autres au niveau de l'imputabilité. Et la création d'une telle agence est aussi une recommandation de la commission Johnson.

La troisième chose qu'on va faire avec la création de l'agence qui va changer la culture de gestion des infrastructures, c'est également changer les règles et les obligations de chacun, ce qu'on appelle le cahier de charge. On va mettre en place un système de traçabilité des actes professionnels. Ça paraît complexe, ça ne l'est pas. Ce que ça signifie, c'est qu'on saura toujours qui a fait quoi. Tous ceux qui construisent et entretiennent des ouvrages routiers vont être responsables de leurs actes et on va être capable de remonter jusqu'à eux pendant toute la durée de vie des ouvrages.

Les recommandations donc de la commission Johnson seront mises en œuvre et je vous rappelle les trois principales dont je viens de parler sur lesquelles nous allons agir immédiatement : les 3,5 milliards de dollars d'argent neuf pour des réparations prioritaires, l'agence pour changer la culture de gestion des infrastructures routières et, finalement, un système qui va rendre chacun responsable de ses actes. C'est notre réponse à la commission Johnson. À cela s'ajoute un autre geste très important. Je vous en ai glissé un mot la semaine dernière, lorsque je vous ai présenté notre plan global de remise à niveau de toutes nos infrastructures, que ce soient nos routes, mais aussi nos bâtiments publics, nos écoles, nos hôpitaux, les aqueducs, les égouts, et même les institutions culturelles. Pendant la session parlementaire qui vient de s'ouvrir cette semaine, nous allons proposer à l'Assemblée nationale une loi qui fera en sorte que tous les gouvernements à venir, à commencer par le nôtre, seront obligés de prévoir les budgets nécessaires pour entretenir les infrastructures. Nous espérons que les deux autres partis d'opposition à l'Assemblée nationale du Québec se joindront à nous pour que nous puissions adopter cette loi dès la session que nous venons d'entamer, de telle sorte que nous puissions justement donner une réponse à la commission Johnson et à cette tragédie qui est à la hauteur de ce qu'attend la population du Québec. L'époque où les Québécois assistaient au dépérissement de leurs infrastructures est terminée. Déjà depuis 2003, on a doublé les investissements annuels, ou à peu près, dans les infrastructures. On a maintenant un plan de 30 milliards de dollars pour l'avenir pour les remettre à niveau et on met en œuvre les recommandations de la commission Johnson pour plus que ne se reproduise une tragédie comme celle du viaduc de la Concorde.

En terminant, Mesdames et Messieurs, les victimes et les familles qui ont vécu cette tragédie, il y a un peu plus d'un an, ont dû revivre à nouveau avec émotion ce qui leur est arrivé au

moment de la publication du rapport Johnson. Nos pensées les accompagnent. Le gouvernement du Québec et tout le peuple québécois à nouveau veulent exprimer leurs condoléances et leur tristesse pour la perte qu'ils ont dû subir. Évidemment, aucun geste aujourd'hui ne peut ramener à la vie ceux et celles qui, malheureusement, sont morts dans cette tragédie. Nous avons un devoir moral, un devoir et une responsabilité de tout mettre en œuvre pour qu'une tragédie comme celle-là ne se reproduise plus.

Et c'est l'engagement que tous les Québécois, au premier chef les parlementaires, doivent prendre ensemble cette semaine. Mesdames et Messieurs, merci beaucoup et à dimanche prochain!